

# Modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée

## Consultation publique

Réponse à la consultation publique du 9 juin 2022

## Synthèse

\*\*\*

A titre liminaire, Bouygues Telecom constate, à l'instar du bilan réalisé par l'Autorité, que les processus relatifs à la portabilité des numéros fixes et mobiles sont désormais éprouvés, fiabilisés et appliqués de manière industrielle par l'ensemble des acteurs et concourent à la fluidification des marchés résidentiel et entreprise.

Pour autant, les modalités de conservation des numéros fixes et mobiles n'ont pas évolué depuis pratiquement bientôt dix ans faisant que l'Arcep a enclenché des réflexions sur la nécessité de simplifier, de clarifier, d'améliorer et harmoniser les processus existants.

A l'occasion de la consultation publique de juin 2021, Bouygues Telecom avait mis en exergue des difficultés pour mettre en place un certain nombre de dispositions. Par exemple, s'agissant de la généralisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 du fait de la complexité des développements de ses propres systèmes d'informations ou des évolutions nécessaires de la plateforme de l'APNF (évolutions structurantes du MOP M3).

Ce faisant, afin de prendre en compte les remarques des opérateurs, l'Autorité a organisé une multilatérale le 6 décembre 2021 et a transmis un document de travail présentant les modifications qui pourraient être apportées aux motifs de la décision concernant l'utilisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises, l'utilisation du RIO pour les numéros spéciaux et les modalités de diffusion du RIO. **Bouygues Telecom salue la démarche de l'Autorité ayant permis d'obtenir un consensus inter-opérateurs sur une part importante des dispositions envisagées, tout en répondant aux attentes de l'Autorité.**

En revanche, et comme souligné dans notre réponse à la première consultation publique, **certaines dispositions sont d'application directe à compter de la publication de la décision au Journal officiel de la République (i.e. août 2022) ce qui n'est pas réaliste au regard des délais de mise en œuvre nécessaires.** Bouygues Telecom n'entend pas remettre en cause ces dispositions puisqu'elles permettent notamment d'accroître la concurrence sur le marché résidentiel et le marché entreprises en simplifiant et en améliorant la conservation des numéros et répondent à l'objectif de protections des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE.

*On peut citer à titre d'exemples :*

- *L'harmonisation des messages transmis aux abonnés résidentiels, par SMS ou par les courriers électroniques, lors d'une portabilité en cours ;*
- *L'extension du processus de portabilité partielle aux numéros mobiles et spéciaux ;*
- *Gestion des demandes de conservation du numéro ;*
- *Le droit à l'indemnisation et l'abus de portage.*

Les dispositions visées en *supra* nécessiteront **de très lourds développements des systèmes d'information des opérateurs, du GIE et de l'APNF** (développements longs, complexes, risqués et coûteux) impliquant des délais d'études et des délais de réalisation et de tests inter-opérateurs incompressibles.

**Bouygues Telecom invite donc l'Autorité à prévoir un délai minimum d'entrée en vigueur, de l'ensemble des dispositions d'application directe, de 12 mois à compter de la date de publication de la décision.**

Bouygues Telecom constate **que de nouvelles dispositions ont été introduites par l'Autorité dans son second projet de décision**. Outre le fait que Bouygues Telecom ne peut que déplorer l'absence d'échanges, en amont, avec l'Autorité, **il apparaît qu'un certain nombre de dispositions envisagées dans le projet de décision de l'Autorité n'apporte aucun bénéfice significatif en termes de fluidification du marché entreprises et résidentiels.**

*On peut citer à titre d'exemples :*

- *Qualité de service accrue et proposition d'options pour le traitement des demandes de conservation des numéros mobiles du marché entreprises ;*
- *Conservation d'un numéro entreprises pour exploitation sur le marché grand public.*

**Bouygues Telecom invite l'Autorité à supprimer ces dispositions.**

**Enfin, un certain nombre de dispositions envisagées dans le projet de décision de l'Arcep pourraient conduire à accroître le risque d'usurpation d'identité et de fraude**, allant ainsi à l'encontre de l'objectif de protection des consommateurs.

*On peut citer à titre d'exemples :*

- *Délai de quarantaine pour les numéros fixes, mobiles et spéciaux (accès au RIO et réactivation de la ligne de l'utilisateur final durant la quarantaine) ;*
- *Disponibilité du numéro de téléphone et le RIO associé de l'utilisateur final sur l'espace client via le site internet de l'opérateur ou via une application dédiée de l'opérateur.*

**Bouygues Telecom invite également l'Autorité à supprimer ces dispositions.**

\*\*\*

## Table des matières

<b>3. ÉTENDRE L'UTILISATION DU RIO A L'ENSEMBLE DES NUMEROS .....</b>	<b>5</b>
3.1 Définition et utilisation du RIO.....	5
3.2 Fourniture d'un RIO pour les numéros fixes utilisés par les entreprises.....	6
3.4 Disponibilité du RIO.....	6
3.4.1 Spécificités du processus actuel pour les numéros mobiles.....	6
<b>4. FLUIDIFIER LA PORTABILITE DES OFFRES TELEPHONQUES SUR LE MARCHÉ ENTREPRISES.....</b>	<b>7</b>
4.1 Conservation d'un numéro entreprises pour exploitation sur le marché grand public .....	7
4.2 Qualité de service accrue et proposition d'options pour le traitement des demandes de conservation des numéros mobiles du marché entreprises .....	8
4.3 Modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour arrière.....	9
4.4 Portabilité des numéros mobiles de longueur étendue .....	9
4.5 Extension du processus de portabilité partielle aux numéros mobiles et spéciaux.....	10
<b>5. FACILITER LES MODALITES DE PORTABILITE FIXE ET MOBILE POUR LES UTILISATEURS</b>	
<b>FINALS.....</b>	<b>10</b>
5.2 Gestion des demandes de conservation du numéro.....	10
5.3 Délai de quarantaine pour les numéros fixes, mobiles et spéciaux.....	11
5.4 Droit à l'indemnisation.....	11
5.5 Abus de portage.....	12
5.6 Affichage du code RIO.....	12
5.7 Sécurisation du mécanisme de récupération du RIO.....	12
<b>6. OPTIMISER LES PROCESSUS DE PORTABILITE ENTRE</b>	
<b>OPERATEURS.....</b>	<b>13</b>
6.2 Routage direct des appels et des messages .....	13
6.3. Echanges inter-opérateurs lors du traitement des demandes « <i>subséquentes</i> » de conservation du numéro .....	14
6.4 Obligation d'accès et de non-discrimination.....	14
6.6 Processus de portabilité des numéros en cas de radiation du registre du commerce et des sociétés.....	16

### 3. Étendre l'utilisation du RIO à l'ensemble des numéros

#### 3.1 Définition et utilisation du RIO

**Question 1.**

***Avez-vous des remarques concernant l'homogénéisation des processus de traitement des demandes de conservation des numéros ?***

Comme mentionné par Bouygues Telecom, dans sa réponse à la précédente consultation publique<sup>1</sup>, l'harmonisation des messages transmis aux abonnés résidentiels par SMS ou par les courriers électroniques est un objectif souhaitable. Cependant, force est de constater que le processus actuel n'est en rien un frein au traitement des demandes de conservation des numéros. De surcroît, cette harmonisation n'aura pas pour conséquence de simplifier et fluidifier la conservation des numéros sur les marchés résidentiels, ni de remplir l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L.32-1 du CPCE.

**C'est pourquoi et au regard également des développements des systèmes d'informations nécessaires afin de mettre en œuvre les messages prévus à l'Annexe 2 (nombre de messages conséquents), Bouygues Telecom réitère sa demande auprès de l'Autorité et l'enjoint de prévoir un délai d'entrée en vigueur de l'Annexe 2 dudit projet de décision au 1<sup>er</sup> septembre 2023<sup>2</sup>.**

Concernant le processus inter-opérateurs, Bouygues Telecom avait indiqué à l'Autorité qu'il n'apparaissait pas pertinent que « *les délais inter-opérateurs concernant le traitement des demandes de portabilité ainsi que les niveaux d'information fournis par les opérateurs fixes et mobiles soient les mêmes sur les marchés entreprises et résidentiels.*<sup>3</sup> »

**Bouygues Telecom accueille favorablement la prise en compte de cette demande par l'Autorité en prévoyant que les obligations relatives à l'alignement des délais de confirmation d'éligibilité entre les marchés résidentiels et entreprises pour l'ensemble des numéros fixes disposant d'une offre mononuméro entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et au 1<sup>er</sup> juillet 2027 pour l'ensemble des numéros.**

---

<sup>1</sup> Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique du 28 juin 2021 de l'Arcep relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée, p.5.

<sup>2</sup> Il conviendra également que l'Autorité modifie l'article 8 du projet de décision en précisant que « le détail des messages prévus est présenté en annexe 2 de la présente décision » entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

<sup>3</sup> Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique du 28 juin 2021 de l'Arcep relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée, p.5.

## 3.2 Fourniture d'un RIO pour les numéros fixes utilisés par les entreprises

### *Question 1.*

*Avez-vous des remarques concernant les différentes étapes de généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises ?*

A l'occasion de la première consultation publique, Bouygues Telecom avait mis en exergue les difficultés pour mettre en place une généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 du fait de la complexité des développements de ses propres systèmes d'informations ainsi que des évolutions nécessaires de la plateforme de l'APNF (évolutions structurantes du MOP M3).

Ce faisant, afin de prendre en compte les remarques des opérateurs, l'Autorité a organisé une multilatérale le 6 décembre 2021 et a transmis un document de travail présentant les modifications qui pourraient être apportées aux motifs de la décision concernant entre autres la généralisation de l'utilisation du RIO. Au regard des échanges, en amont, avec l'Autorité, **Bouygues Telecom considère que la mise en place progressive de l'utilisation du RIO lors des demandes de conservation du numéro sur le marché entreprises avec trois jalons à savoir : le 1<sup>er</sup> septembre 2023, le 1<sup>er</sup> juillet 2025 et le 1<sup>er</sup> juillet 2027 envisagée par l'Autorité, lors la seconde consultation publique, paraît raisonnable.**

## 3.4 Disponibilité du RIO

### 3.4.1 Spécificités du processus actuel pour les numéros mobiles

Dans le cadre de la précédente consultation publique<sup>4</sup>, Bouygues Telecom a alerté l'Autorité sur les risques majeurs d'usurpation d'identité en rendant accessible la récupération du RIO par l'utilisateur final à travers **un numéro à tarification gratuite spécifique à chaque opérateur mobile depuis n'importe quelle ligne téléphonique** et par **deux serveurs interactifs SMS de type USDD** pour les opérateurs fixes et mobiles.

A ce titre, l'Autorité a modifié son premier projet de décision, et prévoit, dès lors, que l'accessibilité de la récupération du RIO par l'utilisateur final par un appel à un serveur vocal interactif s'effectue grâce

---

<sup>4</sup> Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique du 28 juin 2021 de l'Arcep relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée, p.9 et 10.

à un numéro long transmis uniquement à l'utilisateur de la ligne concernée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023. **Bouygues Telecom accueille favorablement la précision apportée par l'Autorité.**

En outre, l'Autorité a supprimé la disposition relative à la mise en place deux serveurs interactifs SMS de type USDD pour les opérateurs fixes et mobiles. **Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Arcep.**

## **4. Fluidifier la portabilité des offres téléphoniques sur le marché entreprises**

### **4.1 Conservation d'un numéro entreprises pour exploitation sur le marché grand public**

#### **Question 4.**

***Avez-vous des remarques sur les modalités envisagées pour porter un numéro fixe du marché entreprises pour exploitation sur le marché grand public ?***

Dans la première consultation publique, l'Autorité envisageait de lancer un groupe de travail, sous son égide, regroupant l'ensemble des opérateurs de téléphonie fixe et mobile avec pour objectif d'aboutir à une solution commune visant à résoudre les difficultés de passage de frontières entre les marchés entreprises et résidentiels. Ainsi, Bouygues Telecom ne peut que s'étonner que l'Autorité impose, dans son second projet de décision, **et ce, sans aucune consultation en amont des opérateurs**, que l'opérateur donneur « *demande comme préalable à la validation de cette opération de portage une validation écrite par l'entreprise affectataire du numéro avant d'accepter la demande de conservation du numéro.*<sup>5</sup> » sur le segment de la téléphonie fixe et mobile.

La portabilité d'un numéro mobile du marché entreprises pour l'exploitation sur le marché grand public est éprouvée et fiabilisée. **A cet égard, la mise en œuvre d'une validation écrite par l'entreprise auquel a été affectée le numéro à porter à travers un mandat risquerait de remettre en cause significativement l'efficacité du processus des modalités de conservation des numéros en le ralentissant de manière considérable.** Par ailleurs, il est à noter que **cette disposition irait à l'encontre des mesures liées à la sécurisation du mécanisme de récupération du RIO prévues par l'Autorité.** En effet, l'accès sécurisé au RIO tel que prévu est suffisant pour garantir un passage de frontières entre les marchés entreprises et résidentiels.

---

<sup>5</sup> Consultation publique du 9 juin 2022 relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée, Article 19, p. 60.

Enfin, concernant le segment de la téléphonie fixe, Bouygues Telecom observe **aucune demande émanant des clients entreprises de conserver un numéro fixe du marché entreprises pour exploitation sur le marché grand public**. Outre le désintérêt des clients entreprises, Bouygues Telecom tient à rappeler à l'Autorité que les clients entreprises utilisent des tranches de numéros contiguës, dès lors, la conservation d'un numéro fixe entre le marché entreprises et résidentiels remettra en cause la spécificité du marché entreprises.

Il ressort de ce qui précède que les nouvelles dispositions prévues par l'Autorité ne sont ni justifiées, ni proportionnées. Elles entraîneraient un frein à la concurrence sur le marché résidentiel et le marché entreprises telles que souhaitée par l'Autorité. Par conséquent, Bouygues Telecom enjoint l'Autorité de supprimer l'article 19 du projet de décision et l'invite à lancer un groupe de travail sous son égide (comme initialement prévu) afin d'initier les discussions inter-opérateurs.

#### **4.2 Qualité de service accrue et proposition d'options pour le traitement des demandes de conservation des numéros mobiles du marché entreprises**

**Question 5.**

***Avez-vous des remarques concernant l'obligation de fournir une qualité de service accrue pour les numéros mobiles sur le marché entreprises ?***

A titre liminaire, il convient de rappeler que contrairement aux échanges, en amont, avec l'Autorité, comme mentionnés en *supra* à la question 1, **Bouygues Telecom n'a pas eu connaissance du souhait de l'Autorité d'étendre aux numéros mobiles du marché entreprises, les obligations de qualité de service du portage (article 15 du projet de décision) et les trois options permettant une qualité de service accrue : le report, l'annulation et le retour en arrière ( Articles 25, 26 et 27 du projet de décision).**

L'harmonisation des mesures applicables sur les marchés fixe, mobile et de numéros spéciaux paraissent justifiée et nécessaire afin de simplifier et clarifier les processus existants et fluidifier la portabilité sur les marchés entreprises et résidentiels. Or, il s'avère que les obligations susmentionnées n'auront aucun gain significatif pour les abonnés mobiles entreprise contrairement à ce qui est prévu pour les abonnés fixes entreprise en *supra* question 1. En effet, les processus existants sont éprouvés et fiables. Ainsi, l'harmonisation maximale telle que souhaitée par l'Autorité avec la mise en œuvre d'évolutions purement formelles ne concourraient pas à une plus grande fluidification du marché entreprises.

**Outre l'absence de bénéfice pour la fluidification du marché entreprise, les délais d'entrée en vigueur envisagées ne sont pas raisonnables au regard des lourds développements des systèmes**

d'informations que ces dispositions engendreraient. Bouygues Telecom tient à rappeler que l'Autorité impose aux opérateurs la mise en œuvre de ces dispositions à des dates similaires pour les abonnés fixes entreprise.

Par conséquent, Bouygues Telecom considère que les dispositions envisagées par l'Autorité ne sont ni justifiées, ni proportionnées et l'enjoint de supprimer les articles 15, 25, 26 et 27 pour le marché mobile entreprise.

#### 4.3 Modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour arrière

**Question 6.**

*Avez-vous des remarques concernant les modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour arrière proposées ?*

Bouygues Telecom est favorable aux modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour en arrière proposées par l'Arcep en précisant **explicitement à l'article 2 « Champ d'application » du projet de décision que les articles 25, 26 et 27 s'appliquent exclusivement pour les abonnés entreprises aux opérateurs fixes.**

Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité d'allonger le délai à vingt-quatre heures concernant l'option de retour arrière.

#### 4.4 Portabilité des numéros mobiles de longueur étendue

Comme mentionné dans la précédente consultation publique, Bouygues Telecom réitère à l'Autorité que ses équipements peuvent assurer l'acheminement des numéros mobiles de longueur étendue. Néanmoins, la mise en œuvre de la portabilité sur les numéros de longueur étendue nécessitera de modifier le processus existant. **A ce titre, Bouygues Telecom devra analyser manuellement les tranches de numéros dans ses équipements. Par conséquent, des développements des systèmes d'informations seront nécessaires.**

## 4.5 Extension du processus de portabilité partielle aux numéros mobiles et spéciaux

Bouygues Telecom réitère sa demande formulée à l'Autorité dans sa réponse à la première consultation publique<sup>6</sup> visant à prévoir **un délai de 12 mois *a minima*** à compter de la publication de la décision au Journal officiel de la République française **au regard de la complexité des développements des systèmes d'informations nécessaires de Bouygues Telecom ainsi que du GIE**. En effet, ces évolutions nécessiteront de modifier en profondeur le processus des modalités de conservation des numéros mobiles ayant pour conséquence de le ralentir voire de le dégrader.

## 5. Faciliter les modalités de portabilité fixe et mobile pour les utilisateurs finals

### 5.2 Gestion des demandes de conservation du numéro

Force est de constater que l'Autorité a ajouté des dispositions supplémentaires (Article 4. III et IV du projet de décision) à celles prévues dans le précédent projet de décision. Bouygues Telecom est favorable à l'harmonisation souhaitée par l'Autorité des mesures applicables sur les marchés fixe, mobile et de numéros spéciaux. **Néanmoins, au regard de la réponse de Bouygues Telecom au 4.5 et dans un souci de cohérence, Bouygues Telecom demande à l'Autorité de supprimer, à l'article 4. III du projet de décision, l'item suivant : « une demande de conservation partielle des numéros de l'abonné ».**

Par ailleurs, et ce, **sans avoir consulté en amont les opérateurs**, l'Autorité envisage d'imposer aux opérateurs de traiter, **dans les deux jours calendaires (et non plus en l'espace de huit jours calendaires comme le prévoyait le premier projet de décision)**, 99 % des demandes de conservation du numéro qui ont été rejetées. A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom considère qu'il demeure essentiel de permettre le développement d'une concurrence effective, durable et loyale au bénéfice des utilisateurs finals. **Cependant, une modification du délai susmentionné ne constitue pas un levier pour faciliter la portabilité des numéros. En effet, le délai de huit jours calendaires est raisonnable et suffisamment court pour donner lieu à une concurrence saine sur les marchés de la téléphonie.** Outre un gain nul pour les utilisateurs finals, la prise en compte de ce délai nécessiterait des développements importants des systèmes d'informations de Bouygues Telecom ainsi que des plateformes du GIE et de l'APNF afin d'automatiser la réponse aux utilisateurs finals. A ce titre, Bouygues Telecom enjoint l'Autorité de maintenir le délai de huit jours calendaires.

---

<sup>6</sup> Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique du 28 juin 2021 de l'Arcep relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée, p.10 et 11.

Enfin, Bouygues Telecom rappelle à l'Autorité que la mise en œuvre d'indicateurs calculés mensuellement sur les rejets de commande de portabilité nécessitera des développements des systèmes d'informations importants : Bouygues Telecom demande à l'Autorité de prévoir un délai d'entrée en vigueur de cette disposition au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

### 5.3 Délai de quarantaine pour les numéros fixes, mobiles et spéciaux

**Question 7.**

*Avez-vous des remarques concernant les évolutions relatives à la réactivation d'une ligne lors de la période de quarantaine ?*

[...].

### 5.4 Droit à l'indemnisation

L'Autorité prévoit à l'article 16 de son projet de décision que les opérateurs fournissent à l'Autorité les données statistiques calculées mensuellement, par catégorie de numéro (fixe, mobile ou spécial) :

« - le volume d'abonnés indemnisés à la suite :

- d'un retard de portage du numéro ;
- de la perte du numéro ayant fait l'objet d'une demande de conservation ;
- de la non-présentation à un rendez-vous de service et d'installation lié à une procédure de portage ou à un changement de fournisseur ;

- le montant moyen de l'indemnisation versée. »<sup>7</sup>

Au regard du nombre important de données à transmettre à l'Autorité ainsi que les développements des systèmes d'informations nécessaires, Bouygues Telecom considère que l'entrée en vigueur de cette disposition à la publication de la décision n'est pas raisonnable. **Bouygues Telecom enjoint l'Autorité de prévoir l'entrée en vigueur de l'article 16 de son projet de décision au 1<sup>er</sup> septembre 2023.**

---

<sup>7</sup> Consultation publique du 9 juin 2022 relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée, p. 58 et 59.

## 5.5 Abus de portage

### Question 8.

*Avez-vous des remarques concernant les obligations relatives à la gestion des abus de portage ?*

Au préalable, Bouygues Telecom souhaite revenir sur la notion d'abus de portage. Nous comprenons désormais que l'abus de portage vise aussi bien un portage non sollicité par l'abonné et réalisé à son insu qu'un écrasement à tort devant dont l'opérateur donneur doit intervenir dans les sept jours ouvrés.

L'article D. 406-18 du CPCE dispose :

*« Les contrats de services de communications électroniques prévoient les compensations ou formules de compensations applicables lorsque la prestation de conservation du numéro n'a pas été réalisée dans les conditions prévues aux précédents alinéas. »*

Le projet de décision entend préciser les modalités d'indemnisation et de compensation en cas d'abus de portage. Bouygues Telecom demande à l'Autorité d'apporter des précisions à l'article 17 de son projet de décision. En effet, les précédentes décisions relatives à la conservation des numéros distinguent :

- L'indemnisation qui incombe à l'opérateur donneur en cas d'abus de portage, et ;
- La compensation qui incombe à l'opérateur receveur en application de l'article D. 406-18 du CPCE.

Or, en l'espèce, l'article 17 du projet de décision vise indistinctement « les opérateurs », sans en distinguer les responsabilités propres de l'opérateur donneur et de l'opérateur receveur.

## 5.6 Affichage du RIO



## 5.7 Sécurisation du mécanisme de récupération du RIO

### Question 9.

*Avez-vous des remarques concernant les mécanismes relatifs à la sécurisation de la récupération du RIO ?*

Outre la suppression souhaitée par Bouygues Telecom de l'article 9, I du projet de décision, Bouygues Telecom demande à l'Autorité, dans un souci de cohérence, **d'ajouter à l'article 2 « Champ**

d'application » que l'article 9 s'applique exclusivement pour les abonnés grand public. En effet, les abonnés entreprises ne sont pas visés explicitement par cette disposition, la récupération de son RIO par un utilisateur à travers un numéro long s'applique au marché grand public.

## 6. Optimiser les processus de portabilité entre opérateurs

### 6.2 Routage direct des appels et des messages

**Question 10.**

*Avez-vous des remarques concernant les dispositions relatives à l'utilisation des préfixes de routage définis au préalable par l'opérateur final ?*

Bouygues Telecom n'a pas de commentaire.

**Question 11.**

*Avez-vous des remarques concernant les obligations imposées aux opérateurs relatives à la synchronisation de leurs données avec celles des entités communes ?*

L'Autorité envisage dans son projet de décision que les opérateurs veillent à synchroniser leurs données avec celles fournies par cette même entité au moins une fois toutes les douze heures (article 22 du projet de décision). A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom considère qu'il est indispensable de mettre à jour de manière chronique les bases de l'APNF et du GIE afin d'assurer le bon acheminement de la communication auprès du réseau de l'opérateur. Or, en tant qu'adhérant à l'APNF et au GIE, Bouygues Telecom reçoit, selon les modalités fixées par ces entités, les données mises à jour. **Ainsi, la fréquence de la synchronisation de ces données ne ressort pas de la responsabilité de Bouygues Telecom. Ces prestations sont fournies par l'APNF et le GIE qui déterminent la fréquence de la synchronisation de ces bases. Par conséquent, il revient à ces entités communes, si elles le souhaitent, de modifier la synchronisation. Ainsi, l'Autorité n'apparaît pas compétente pour imposer cette nouvelle disposition.**

Compte-tenu des éléments qui précèdent, Bouygues Telecom enjoint l'Autorité de supprimer cette disposition et l'invite à engager des échanges avec l'APNF et le GIE.

### 6.3 Échanges inter-opérateurs lors du traitement des demandes « subséquentes » de conservation du numéro

**Question 12.**

*Avez-vous des remarques concernant la réduction du nombre d'acteurs dans les échanges inter-opérateurs ?*

Considérant que l'inclusion au processus de conservation du numéro d'un opérateur tiers, qui n'est ni l'opérateur donneur, ni l'opérateur receveur, peut engendrer une moindre fluidité dans les échanges inter-opérateurs, l'Autorité estime raisonnable qu'un opérateur attributaire de ressources en numérotation qui n'est pas l'opérateur donneur et n'est mandaté ni par l'opérateur donneur, ni par l'opérateur receveur, n'intervienne pas dans le processus de traitement d'une demande « subséquentes » de conservation du numéro. A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom considère que l'opérateur attributaire ne doit pas s'interférer au processus de conservation d'un numéro entre l'opérateur donneur et l'opérateur receveur. Toutefois, **la suppression de l'opérateur attributaire reviendrait à faire peser la responsabilité de la charge du routage à l'opérateur donneur ayant pour conséquence un risque accru d'appels non acheminés. De surcroît, cela nécessitera également de modifier l'ensemble des tables de routage.**

En conséquence, Bouygues Telecom enjoint l'Autorité de supprimer l'article 33 de son projet de décision qui visait à réduire le nombre d'acteurs dans les échanges inter-opérateurs.

### 6.4 Obligations d'accès et de non-discrimination

**Question 13.**

*Avez-vous des remarques concernant les obligations d'accès et de non-discrimination proposées ?*

Aux termes du II de l'article D. 406-18 du CPCE :

*« II. – Une décision de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse prises en **application de l'article L. 36-6** précise les modalités d'application du présent article, en tenant compte de la faisabilité technique et de la nécessité d'assurer la continuité du service fourni à l'abonné, concernant notamment :*

*– l'information de l'abonné ;*

*– les obligations de qualité de service en matière de portage et le délai maximum d'interruption du service ;*

*– les délais de transmission entre les opérateurs des informations nécessaires au traitement de la demande de l'abonné ;*

*– les autres spécifications nécessaires à la mise en œuvre de la portabilité ».*

C'est sur ce fondement que l'Autorité entend fonder la nouvelle décision relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée.

Or, l'article L. 36-6 du CPCE ne permet pas à l'Autorité de préciser les règles concernant les « *prestations relatives au bon fonctionnement de la conservation des numéros émises par d'autres opérateurs* ».

En effet, et à tout le plus s'agissant des modalités de conservation des numéros, l'article L. 36-6 autorise l'Autorité à préciser les règles concernant « *1° Les droits et obligations afférents à l'exploitation des différentes catégories de réseaux et de services, en application de l'article L. 33-1* » ou « *2° Les prescriptions applicables aux conditions techniques et financières : a) D'interconnexion et d'accès, en application de l'article L. 34-8 (...)* »

Ainsi, l'Arcep ne dispose de la compétence nécessaire pour imposer dans une décision prise en application de l'article L. 36-6 du CPCE une obligation d'accès en matière de conservation des numéros.

En outre, le code européen des communications électroniques<sup>8</sup> n'impose aucune obligation d'accès ou de non-discrimination en matière de conservation des numéros.

Il n'en demeure pas moins que l'obligations d'accès trouve selon nous à s'appliquer indirectement entre les opérateurs à travers l'article L. 34-8 du CPCE qui impose une obligation d'accès et d'interconnexion entre les opérateurs. Dans ce cadre, les opérateurs doivent négocier de bonne foi les modalités de l'accès et, en particulier, les stipulations contractuelles propres à la suspension, voire à la résiliation de la convention d'interconnexion<sup>9</sup>.

Enfin, l'APNF et le GIE EGP veillent, selon nous, déjà à ce que les opérateurs fournissent les prestations de conservation des numéros de manière non discriminatoire et ne créent pas de barrière artificielle à l'exercice d'une concurrence loyale entre les opérateurs.

**Ce faisant, l'Autorité n'est pas compétente pour imposer des obligations d'accès et de non-discrimination réglementaires concernant les modalités de conservation des numéros. Dès lors, Bouygues Telecom demande à l'Autorité de supprimer les articles 30 et 31 du projet de décision.**

---

<sup>8</sup> Directive (UE) 2018/1972 établissant le code des communications électroniques européen.

<sup>9</sup> Voir notamment l'article D. 99-9 du CPCE qui fixe le contenu minimal des conventions d'interconnexion.

## **6.6 Processus de portabilité des numéros en cas de radiation du registre du commerce et des sociétés**

Bouygues Telecom interpelle l'Autorité sur le manque de clarté de l'article 34 du projet de décision au regard notamment du code de la consommation et en particulier sur un point : l'articulation entre le délai de portage (un jour ouvrable) et la radiation au RCS de l'opérateur donneur. En effet, le projet de décision prévoit que l'utilisateur final affectataire du numéro doit apporter la preuve qu'il a « *explicitement* » demandé à l'opérateur donneur la conservation de son numéro. Or, il paraît peu probable que dans une même journée, un utilisateur final affectataire de son numéro et que, dans le même temps, l'opérateur donneur soit radié du RCS. Ainsi, Bouygues Telecom souhaiterait que l'Autorité apporte des précisions afin que cette disposition soit applicable.